

## ACDI

Le 22 novembre, à la Chambre des communes, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a dit à peu près la même chose. Il a dit que si l'agriculture d'un pays n'est pas saine, on peut être presque sûr que ce pays connaît aussi d'autres problèmes.

Je pose la question suivante: quelle a été la réaction de l'ACDI à cette clé à une stratégie de lutte contre la faim? D'après le dernier exposé annuel traitant des dépenses multilatérales, 1,8 p. 100 des dépenses totales est allé aux programmes agricoles. Dans le domaine plus important des dépenses bilatérales, il est impossible, à l'étude de l'exposé annuel, de déterminer quelles sommes ont été consacrées aux programmes agricoles. Toutefois, d'après des articles publiés récemment dans le *Star* de Toronto et d'autres journaux—et ces chiffres, autant que je sache, n'ont pas été réfutés par l'ACDI ni par ses cadres—seulement 3 p. 100 des dépenses totales sont allés aux programmes de développement agricole. Pourtant le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit à Rome que ces programmes sont la clé à une stratégie de lutte contre la faim.

Quel a été le résultat de l'engagement pris à cette conférence? Premièrement, un si grand nombre de ministres et de fonctionnaires ont parlé de 50 millions de dollars que la plupart des Canadiens ont dû supposer qu'il y avait eu au moins cinq ou six de ces engagements de 50 millions de dollars. Deuxièmement, on a finalement déterminé qu'il y avait eu une réaffectation de 50 millions de dollars à l'intérieur du budget existant de l'ACDI. Cela m'amène à mon point suivant. Troisièmement, à quoi devait servir la réaffectation de 50 millions de dollars?

A Rome—j'espère ne pas être injuste envers le ministre—le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a laissé entendre, je crois, que l'argent servirait au développement agricole. J'ai cru qu'il devait être versé aux fonds de développement agricole, bien qu'à Rome, comme je crois pouvoir le dire en toute honnêteté, nous, Canadiens, n'étions pas en faveur de ce fonds.

Le ministre a indiqué à la Chambre des communes, le 14 novembre, qu'il devait servir à des fins de secours d'urgence. Il a dit à la Chambre, le 2 décembre, qu'il était destiné à un groupe de programmes qui seraient bientôt annoncés. L'ACDI a ensuite publié un communiqué disant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait affirmé que les 50 millions de dollars devaient servir à soulager les gens en très grande détresse. Mais cinq ou six jours seulement avant cette déclaration à la Chambre des communes, le ministre de l'Agriculture avait déclaré le 26 novembre à Belleville en Ontario:

... En outre, nous faisons quelque chose de très important. Nous aidons les habitants du pays en voie de développement à apprendre à s'alimenter. C'est ce qui justifie l'allocation supplémentaire de 50 millions de dollars que verse le Canada.

A mon avis, escroquerie que tout cela. Je pense que tous les députés et tous les Canadiens sont d'accord pour que nous poursuivions notre rôle humanitaire, mais reconnaissent que nous avons perdu de vue ce que le ministre appelle la clé d'une stratégie anti-faim.

Le Dr E. S. Young, de l'université de Guelph a déclaré, selon un article du *Beacon-Herald* du 11 janvier 1975:

Une agriculture saine est dans la plupart des pays un facteur-clé du développement économique et social, mais on a souvent insisté sur l'industrialisation aux dépens de l'agriculture en croyant que c'était là le plus important instrument du développement national.

Le ministre nous a aujourd'hui accusés de ne pas lire les publications de l'ACDI. J'en ai reçu une aujourd'hui. C'est le mensuel de l'ACDI, «Contact». Je l'ai parcouru pour voir s'il l'on y insistait particulièrement sur la production agri-

cole des pays en voie de développement. Il y a un article sur les raisons pour lesquelles les Canadiens doivent partager leurs richesses, un autre sur l'ouverture d'un nouveau centre de ressources en Colombie-Britannique, un autre sur les routes du Ghana, et un article intitulé «La pénurie alimentaire continue.» Permettez-moi enfin de vous parler d'un article intitulé «Étude de fertilité dans la campagne nigérienne»: J'étais convaincu qu'il s'agissait d'agriculture, mais je me suis ensuite aperçu qu'il s'agissait d'une étude sur la fertilité des femmes du Nigeria rural. Rien ne donne à penser dans cette publication que l'ACDI a changé d'orientation et d'objectifs prioritaires, ni qu'elle se concentre sur la clé d'une stratégie anti-faim comme le dit le ministre. Rien n'indique, dans les déclarations qu'a faites aujourd'hui le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, que l'ACDI elle-même est favorable à un tel changement.

Permettez-moi de citer en conclusion le dernier paragraphe d'un éditorial du *Tribune* de Winnipeg du 8 janvier 1975:

Les députés devraient insister pour étudier de près le programme canadien de façon à déterminer les résultats positifs qu'il a obtenus et qu'il obtient, à court terme pour ce qui est d'alléger la souffrance humaine, et à long terme pour ce qui est d'aider les pays en voie de développement à se suffire à eux-mêmes. Il serait tragique que le désir louable d'aider les désavantagés aboutisse à faire empirer plutôt qu'à améliorer le lot des désavantagés et des misérables des pays que le Canada essaye d'aider. En toute justice pour les habitants de ces pays et pour les Canadiens qui ont généreusement donné pour les aider il faut revoir ce problème de fond en comble.

[Français]

Mlle Monique Bégin (Saint-Michel): Monsieur le président, j'ai trouvé assez ironique le fait que l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) ait senti le besoin de se donner de la crédibilité en utilisant mon récent discours à Montréal sur l'urgence d'appuyer une aide canadienne accrue au Quart-Monde, assez ironique mais pas surprenant. Je lui demande tout de suite combien de fois il a eu le courage de prononcer un discours en faveur de ceux qui ont faim dans le monde, combien de fois il l'a fait dans le Québec depuis qu'il a été élu sous la bannière du parti conservateur progressiste, combien de fois en Ontario ou dans l'Ouest du Canada. Je voudrais ensuite savoir combien de fois et où s'est-il jamais prononcé sans équivoque et sans jeu de mots pour un engagement inconditionnel en faveur de ces 72 p. 100 de la population du globe qui survivent avec moins de 25 p. 100 de toutes les richesses exploitées de ce même globe?

● (2020)

Quelle est, par exemple, la somme d'argent que son parti est prêt à engager, à même les fonds publics, pour tenter, à peine tenter, de mettre en pratique la résolution votée par tous les pays des Nations Unies? Comme moi, il ignore probablement la réponse, car je ne me souviens pas d'avoir jamais entendu qu'un tel engagement avait été formulé dans le programme de son parti.

Qu'on me permette donc d'ajouter, monsieur le président, ce qu'il a omis de dire de ce discours que je viens de faire. Je continue la citation:

En fait, je crois que le Canada, lorsqu'il s'est engagé résolument dans la coopération internationale, s'est dressé des défis qu'il n'a peut-être pas pu relever. Ces défis péchaient plutôt par abondance de cœur que par mauvaise foi ou hypocrisie politiques. Je ne pourrais pas en dire autant de tous les pays. Il, le Canada, a voulu, à la fois, être efficace et innovateur, équilibrer ses alliances des pays du Commonwealth avec ceux du Tiers-Monde francophone, être généreux et prudent.